

46 434

Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/122
2 novembre 1978

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une zone d'échanges pré-
férentiels en Afrique de l'Est et en Afrique
australe

Mbabane (Royaume du Swaziland)

30 novembre - 6 décembre 1978

PROTOCOLE SUR LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS DANS LA ZONE
D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR LES ETATS D'AFRIQUE
DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

Rappelant les dispositions du paragraphe ... de l'Article du Traité relatif à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe aux termes desquelles un Protocole audit Traité précisera la méthode à suivre pour encourager la coopération entre elles dans le domaine des transports et des communications conviendront de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Interprétation

Dans le présent Protocole,

"Conseil" s'entend du Conseil des ministres établi par l'Article du Traité.

"Etat membre" s'entend de l'Etat membre de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

"Zone d'échanges préférentiels" s'entend de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

"ZEP" s'entend de la Zone d'échanges préférentiels.

"Traité" s'entend du Traité établissant la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

ARTICLE 2

Politique commune en matière de transports et de communications

Les Etats membres s'engagent à mettre progressivement au point une politique commune en matière de transports et de communications en améliorant et en développant leurs voies de raccordement dans le domaine des transports et des communications et en créant de nouvelles afin d'encourager l'unification territoriale des Etats membres et les mouvements de personnes, de marchandises et de services dans la Zone d'échanges préférentiels. A cet effet, les Etats membres prendront les mesures prévues dans le présent Protocole. A savoir :

ARTICLE 3

Transports routiers

Les Etats membres :

a) Ratifieront les Conventions des Nations Unies sur la circulation routière et sur la signalisation routière de 1968 ou y adhéreront et prendront des mesures pour en appliquer les dispositions;

b) Harmoniseront les règlements applicables au matériel et aux marques des véhicules utilisés dans les transports internationaux;

c) Adopteront des normes et règlements communs applicables à la délivrance de permis de conduire professionnels;

d) Harmoniseront les documents qui doivent obligatoirement accompagner les marchandises et les véhicules utilisés dans les transports internationaux;

- e) Convieront des normes d'assurance minimales applicables aux marchandises et aux véhicules;
- f) Adopteront des règlements communs régissant les limitations de vitesse dans les agglomérations et sur les routes des Etats membres;
- g) Adopteront des règlements communs prescrivant des normes de sécurité minimales pour le transport de substances dangereuses;
- h) Adopteront des règles et règlements communs prescrivant les normes relatives aux dimensions et aux poids maximaux autorisés des véhicules spéciaux qui doivent voyager en convoi;
- i) Adopteront des règles et règlements communs régissant les dimensions, le poids brut et la charge par essieu des véhicules circulant sur les grands axes routiers internationaux;
- j) Construiront des grands axes routiers internationaux selon des normes de conception communes;
- k) Adopteront des règlements communs sur la sécurité des passagers voyageant à bord de véhicules à moteur pour se rendre d'un Etat membre dans un autre;
- l) Convieront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports routiers de tous les Etats membres de la ZEP, comme à leurs propres ressortissants et institutions;
- m) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouveaux programmes et harmoniser les programmes actuels des institutions existantes pour la formation des employés des transports routiers;
- n) Se consulteront sur l'imposition de droits de péage aux frontières.

ARTICLE 4

Transports ferroviaires

Les Etats membres desservis par des réseaux ferroviaires :

- a) Adopteront des règles et règlements communs de sécurité applicables aux parreaux de signalisation et signaux ferroviaires;
- b) Adopteront des prescriptions de sécurité minimales communes pour le transport de substances dangereuses;
- c) Harmoniseront les prescriptions légales et administratives applicables aux transports ferroviaires internationaux, en vue d'éliminer les obstacles non matériels entre eux;

- d) Harmoniseront la documentation exigée pour les transports ferroviaires internationaux entre eux;
- e) Harmoniseront les procédures, le conditionnement, le marquage des marchandises et des wagons pour les transports ferroviaires internationaux entre eux;
- f) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouveaux programmes et harmoniser les programmes actuels des institutions existantes pour la formation d'employés de chemin de fer;
- g) Convieront d'imposer les mêmes taux et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports ferroviaires de tous les Etats membres de la ZEP, comme à leurs propres ressortissants et institutions;
- h) Echangeront des informations sur l'évolution des transports ferroviaires;
- i) Se consulteront sur les mesures proposées susceptibles d'avoir des répercussions sur les transports des autres Etats membres;
- j) Assumeront ensemble la responsabilité des dépenses engagées pour développer et entretenir le système de transports ferroviaires d'intérêt mutuel;
- k) Convieront de réserver des emplacements distincts au stockage des marchandises de chaque Etat membre dans les entrepôts appropriés;
- l) Prendront des mesures pour faciliter le transfert de wagons de chemin de fer utilisés dans les transports internationaux d'un réseau à l'autre.

ARTICLE 5

Transports aériens

Les Etats membres :

- a) Normaliseront les services et installations au sol et les règles et règlements applicables à l'aviation civile dans les Etats membres en appliquant les dispositions de l'annexe 9 de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale;
- b) Coordonneront les vols de leurs compagnies aériennes;
- c) Utiliseront en commun les installations de navigation et de météorologie;
- d) Convieront d'échanger des droits de trafic et autres services en vue d'accroître l'efficacité des compagnies aériennes des Etats membres;
- e) Se partageront les opérations d'entretien et de révision de l'équipement pour les avions, du matériel au sol et des autres installations;
- f) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouveaux programmes et harmoniser les programmes actuels pour la formation du personnel des transports aériens;

- g) Se fourniront et échangeront des statistiques sur les transports aériens;
- h) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports aériens de tous les Etats membres de la ZEP, comme à leurs propres ressortissants et institutions;
- i) Conviendront de réserver des emplacements distincts aux marchandises des Etats membres dans leurs terminaux de fret.

ARTICLE 6

Transports et ports maritimes

Les Etats membres côtiers :

- a) Normaliseront les services portuaires, la documentation et les opérations portuaires;
- b) Respecteront les dispositions du code de conduite des conférences maritimes adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- c) Encourageront la coopération entre les autorités portuaires en ce qui concerne la gestion et les opérations de leurs ports et transports maritimes pour faciliter le trafic des autres Etats membres;
- d) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouvelles institutions et harmoniser les programmes actuels des institutions existantes pour la formation du personnel employé dans les transports et ports maritimes;
- e) Coopéreront avec les pays sans littoral en matière de transports maritimes pour faciliter leur commerce;
- f) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports maritimes de tous les pays membres de la ZEP, comme à leurs propres ressortissants et institutions.

ARTICLE 7

Transports par voies d'eau intérieures

Les Etats membres utilisant les mêmes voies d'eau intérieures navigables :

- a) Adopteront et harmoniseront les règles, règlements et procédures administratives régissant les transports internationaux par voies d'eau intérieures;
- b) Utiliseront en commun les services d'entretien chaque fois que possible;
- c) Harmoniseront les tarifs applicables aux transports internationaux par voies d'eau intérieures;

d) Adopteront des règles communes applicables au conditionnement, au marquage et aux autres procédures intéressant les transports internationaux par voies d'eau intérieures;

e) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports par voies d'eau intérieures de tous les membres de la ZEP, comme à leurs propres ressortissants et institutions;

f) Echangeront des informations sur l'évolution des transports par voies d'eau intérieures.

ARTICLE 8

Transports par pipeline

Les Etats membres coopéreront, chaque fois que possible, dans tous les domaines de la planification, du financement et de l'exécution de projets concernant les transports par pipeline.

ARTICLE 9

Centres de réservation de fret

Les Etats membres :

a) Demanderont à toutes les autorités intéressées de passer, dans le cadre de leurs compétences, des contrats d'exportation sur une base c.a.f. et d'importation sur une base f.o.b.;

b) Prendront les mesures voulues pour créer de nouvelles institutions et harmoniser les programmes actuels des institutions existantes pour la formation des employés des centres de réservation de fret.

c) S'engageront à réduire la dépendance à l'égard des conférences maritimes en recourant notamment à des compagnies indépendantes.

ARTICLE 10

Transports multinationaux

Les Etats membres :

a) Harmoniseront les règlements, procédures et documents nécessaires aux transports internationaux multimodaux;

b) Appliqueront des règles et règlements uniformes au conditionnement et au marquage des marchandises;

c) Fourniront, chaque fois que possible, les installations techniques et autres pour le transbordement direct aux principaux points de transbordement;

- d) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution des transports multimodaux.

ARTICLE 11

Services météorologiques

Les Etats membres :

- a) Rassembleront et diffuseront dans tous les pays des renseignements météorologiques pour faciliter la bonne marche de l'aviation civile, du cabotage, des transports par voies d'eau intérieures et le lancement d'alertes en cas de cyclone;
- b) Coopéreront et s'aideront dans le cadre de toutes les activités de l'Organisation météorologique mondiale qui intéressent la ZEP;
- c) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution de la situation en matière de sciences et de techniques météorologiques.

ARTICLE 12

Services postaux

Les Etats membres :

- a) Encourageront le renforcement de la coopération entre leurs administrations postales et mettront au point des moyens pour augmenter la rapidité et la fréquence et abaisser les tarifs des services postaux entre eux;
- b) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouveaux programmes et harmoniser les programmes actuels des institutions existantes pour la formation des employés des services postaux;
- c) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution des services postaux.

ARTICLE 13

Télécommunications: téléphones, télégraphes, télégrammes, phonogrammes et télex

Les Etats membres :

- a) Réorganiseront et amélioreront les réseaux internationaux de télégraphe, télégramme, phonogramme, téléphone et télex pour répondre aux normes requises par le trafic international;
- b) Harmoniseront, chaque fois que possible, les tarifs de téléphone, télégraphe, télégramme, phonogramme et télex;

c) Etabliront un système de télécommunications directes entre eux de façon à pouvoir transmettre les messages rapidement et à moindre frais;

d) Prendront les mesures voulues pour mettre au point de nouveaux programmes et harmoniser les programmes actuels des institutions pour la formation des employés des télécommunications;

e) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution de la situation des télécommunications.

ARTICLE 14

Radio et télévision

Les Etats membres :

a) Echangeront des émissions de radio et de télévision sur des questions concernant le commerce des produits originaires des pays de la ZEP et pour lesquels ont été accordées des concessions commerciales;

b) Convieront des tarifs préférentiels que leurs offices de radio et de télévision s'accorderont les uns aux autres;

c)

ARTICLE 15

Règlement des différends

Tout différend découlant directement ou indirectement du présent Protocole sera réglé conformément aux dispositions de l'Article.... du Traité.

ARTICLE 16

Règlements

Le Conseil pourra adopter des règlements en vue d'assurer une meilleure application des dispositions du présent Protocole et de régir des questions accessoires ou y relatives.

ARTICLE 17

Amendements

Le présent Protocole peut être modifié, le cas échéant, conformément à l'Article du Traité.

ARTICLE 18

Dépôt et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats membres et entrera en vigueur à leur égard quand il aura été ratifié par au moins sept Etats membres, conformément aux procédures constitutionnelles applicables dans chacun desdits Etats membres.

2. Le présent Protocole et tous les instruments de ratification seront déposés auprès de la Commission économique pour l'Afrique qui transmettra la copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats membres, notifiera ceux-ci des dates de dépôt des instruments de ratification et enregistrera le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toute autre organisation désignée par le Conseil.

Fait à le 1980, en anglais et français, les deux textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, LES PLENIPOTENTIAIRES SUIVANTS D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE ONT SIGNE LE PRESENT PROTOCOLE :

Botswana
Djibouti
Ethiopie etc..